

L'AVENIR INDUSTRIEL DE BREST EN DEBAT

Contribuer à créer à Brest une économie de paix en encourageant la réorientation progressive des potentiels humains et technologiques des industries d'armement vers des productions pacifiques utiles à la société est l'un des objectifs fondateurs de l'Université Européenne de la Paix (UEP). A cet effet, le 16 mars dernier, l'UEP, une fois encore, était à l'initiative d'un débat public auquel ont participé une cinquantaine de brestois-es qui, pendant deux heures, ont débattu de l'avenir industriel de notre cité.



L'avenir de la navale est préoccupant. Avec la fin programmée des grands carénages des SNLE pour fin 2017, sans qu'aucun nouveau chantier ne soit à ce jour annoncé pour assurer le plan de charge de l'arsenal, une fois encore l'avenir du premier moteur industriel brestois est en suspens. D'autant qu'avec les retards qui ne cessent de s'accumuler dans la réalisation des travaux du polder, les espoirs que l'on fondait sur les énergies marines renouvelables (EMR) pour assurer une relance de l'activité s'éloignent.

Face à ce constat, le but poursuivi par l'UEP à l'initiative de ce débat est de contribuer à une prise de conscience des incertitudes qui pèsent sur le devenir de l'industrie navale locale et ceci dans l'espoir de remobiliser les forces locales pour éviter que la Navale ne coule définitivement.

Ce préambule posé, Thierry Sauvin, universitaire brestois auteur du livre « Entreprises et territoires » introduira le débat. Du court résumé de ses recherches deux points essentiels ressortiront. 1° Sans base industrielle solide, l'économie de service est une illusion ; c'est de l'industrie, là où se réalisent les productions matérielles, que viennent innovations et gains de productivité qui font le dynamisme des territoires. 2° Le socle industriel historique d'un territoire (l'industrie navale pour Brest) est pour son développement futur un capital inestimable (le potentiel de compétences accumulées) mais aussi parfois un frein (les a priori culturels, les routines qui empêchent parfois de prendre les bonnes options).

Les échanges qui suivront cette introduction porteront principalement sur les points suivants.

Sans revenir au passé, de réelles perspectives de développement industriel existent

Inutile d'espérer construire à nouveau des bateaux gris à l'arsenal. La nostalgie n'est plus de mise, il faut aller de l'avant. L'avenir de la navale aujourd'hui c'est bien sûr d'abord les EMR. Les compétences requises, les équipements existants ou en construction, sa position géographique, tout justifie que Brest tienne sa

place sur ce créneau d'avenir. Construction d'éoliennes flottantes, d'hydroliennes, mais aussi ensuite opérations de maintenance et pourquoi pas construction de bateaux de servitudes ? Les besoins seront multiples. Encore faut-il une réelle volonté d'engager cette bifurcation industrielle. Et là, force est de constater que l'on a pris un retard de 5 ans au moins sur Saint-Nazaire et Cherbourg.

Il y a aussi la déconstruction des vieux navires soutenue selon une étude récente par une majorité de brestois-es mais toujours snobée par les principaux décideurs locaux. Et puis ne sommes-nous pas en matière d'espaces marins la deuxième puissance maritime au monde ? Cela crée des opportunités et notamment pour Brest en matière de sécurité maritime. Enfin il y a le technopole, pépinière de start ups dont il faudrait favoriser le passage sur place au stade industriel.

Ce qui manque c'est la volonté politique

Les décideurs locaux ne semblent guère mobilisés sur ce dossier. Ainsi on construit à grands frais un polder pour accueillir les EMR, sans qu'à ce jour aucun industriel se soit engagé à venir. Qui s'en inquiète ? Quelles démarches les collectivités engagées dans son financement ont-elles entreprises pour redresser la barre ? Comment interpréter l'absence à notre débat des principales personnalités politiques et économiques locales que nous avons invitées et qui pour la plupart se sont faites poliment excuser ? En tout cas ce n'est pas la meilleure façon de gagner le soutien pourtant nécessaire de la population pour arracher les contrats qui assureront la pérennisation de l'activité industrielle à Brest. Ce déficit de volonté politique n'est-il pas le produit d'une histoire locale qui nous a habitués à attendre tout « d'en haut », de l'Etat distributeur des commandes militaires, et peut être aussi aujourd'hui de la Région nouveau propriétaire du port et des installations du polder ?

Conclusion : l'avenir industriel de Brest est l'affaire de tous.

Brest doit redevenir dynamique sur le plan industriel. Il y aura de l'espoir pour l'avenir si tous les brestois-es s'emparent de la question. Ensemble nous trouverons les bonnes solutions. Le débat entamé aujourd'hui doit être poursuivi dans les mois à venir. Il contribue à la remobilisation nécessaire de toutes les forces locales pour la défense de notre industrie navale. Thierry Sauvin propose à cet effet de recréer à l'université comme du temps de Brest Debout il y a vingt ans, un atelier de recherche citoyen ouvert à tous sur le thème du développement industriel de Brest et invite les participants au débat à s'y inscrire dès à présent.

Roland de PENANROS

RENDEZ-VOUS TRIMESTRIEL DE LA PAIX : DEBAT SUR L'AFRIQUE

Après l'échange sur la Syrie en décembre notre « rendez-vous trimestriel de la Paix » a eu lieu le 26 février et portait sur l'Afrique.

Nos amis Jean-Marie Letort et Fanch Hénaff nous avaient préparé deux cartes de cet immense continent, trois fois grand comme l'Europe : si la carte de 2014 nous montre l'existence de multiples États par rapport à celle de 1884 où seuls l'Éthiopie et le Libéria étaient indépendants, cela ne signifie, hélas pas, que l'exploitation de l'Afrique ait cessé.

« Après l'esclavagisme et le colonialisme, la soi-disant indépendance des États africains n'a pas éradiqué la pauvreté du continent. Aujourd'hui, l'Afrique présente de grandes difficultés : les guerres civiles dues à la misère, la faim, la pollution de l'eau ainsi que sa rareté, les maladies, le terrorisme, les dictatures, le pillage des ressources par l'occident, l'humiliation, l'émigration (en particulier l'émigration des cerveaux et de la classe moyenne...) »

Il était donc urgent d'échanger librement, « pour comprendre la situation actuelle... Et surtout d'essayer de dégager des pistes pour avancer vers la Paix. »

L'échange a d'abord porté sur une évolution démographique qui montre l'augmentation de la population qui continue à souffrir d'une extrême pauvreté dans un sous-développement économique chronique.

En fait les ressources considérables continuent à être pillées, l'agriculture vivrière est sacrifiée, les Indices de Développement Humain de la plupart des pays d'Afrique restent parmi les plus bas du Monde.

Si de nouveaux prédateurs, USA, Chine,... sont venus s'ajouter aux anciennes puissances coloniales, les Multinationales s'accommodent très bien de chefs d'État fantoches, d'oppositions entre de multiples ethnies.

Comment faire pour que la jeunesse ne soit plus livrée par la misère aux trafiquants et aux terroristes ? Comment aider les femmes africaines à jouer tout leur rôle ?

La révolution de l'Afrique se fera par les Africains eux-mêmes, nous en sommes convaincus, nous pouvons cependant les aider, non en transposant notre modèle « démocratique », mais en contribuant à changer les choses chez nous d'abord !

Nous avons à peine ébauché les questions soulevées, en deux heures d'échanges qui furent très riches malgré un nombre trop limité de participants.

C'est cependant un encouragement à poursuivre ces discussions trimestrielles ouvertes.

Le trimestre prochain le thème prévu est l'ONU.

Hervé CADIOU

L'Afrique est un immense continent de plus de 30 millions de km², soit plus de 3 fois la superficie de l'Europe. Il s'étend sur 9 000 kilomètres du nord au sud et sur 8 000 kilomètres d'Ouest en Est. Avec plus de 1,1 milliard d'habitants, l'Afrique représente 16 % de la population mondiale en 2014. L'Afrique compte 54 États souverains.



En 1930 la situation a peu changé. L'Égypte (devient un royaume en 1922 puis indépendante en 1936), la Namibie, le Botswana et l'Afrique du Sud sont les seuls pays à avoir acquis, en partie, l'indépendance par rapport aux Européens depuis 1884.